

Art. 11. De voorzitter en/of de ondervoorzitter vertegenwoordigt de Oriëntatieraad van de "Office de promotion des voies navigables" bij elke manifestatie waaraan deze mag deelnemen.

Art. 12. Het secretariaat van de Oriëntatieraad wordt waargenomen door het personeel van de "Office de promotion des voies navigables".

Art. 13. Dit huishoudelijk reglement is van toepassing vanaf 1 januari 1999.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN



F. 99 — 2254

[C - 99/27537]

**3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981  
concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 5 avril 1995 et du 4 décembre 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et les arrêtés du Gouvernement wallon des 1<sup>er</sup> avril 1993, 10 mars 1994, 6 avril 1995, 27 juin 1996, 27 février 1997, 26 juin 1997, 27 novembre 1997 et du 21 janvier 1999;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 1999 relatif à la composition et au fonctionnement des Cabinets ministériels fédéraux et au personnel des Ministères appelé à faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège ou d'une Communauté ou d'une Région, notamment l'article 18;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les dispositions du présent arrêté doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1999;

Considérant qu'une égalité de traitement entre les agents des Cabinets ministériels fédéraux, régionaux et communautaires postule, entre autres, que la matière de l'allocation forfaitaire de départ soit traitée de la même manière, notamment quant aux conséquences sur le plan social de cette allocation;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et les arrêtés du Gouvernement wallon des 1<sup>er</sup> avril 1993, 10 mars 1994, 6 avril 1995, 27 juin 1996, 27 février 1997, 26 juin 1997, 27 novembre 1997 et du 21 janvier 1999 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. § 1<sup>er</sup>. A la fin d'une législature ou en cas de démission d'un membre du Gouvernement, le Gouvernement ou le Ministre concerné peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel, pour remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un Centre public d'Aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1. du présent arrêté, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un Cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement ou le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage. Dans ces cas, l'allocation de départ est fixée conformément au § 2.1. et est diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit, en rétribution de fonctions incomplètes, soit, à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Le supplément d'allocation visé au second alinéa de l'article 9 du présent arrêté et les allocations et indemnités prévues aux articles 10, 12, 13 et 16 du présent arrêté ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1999.

**Art. 3.** Chaque Ministre, chacun en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON  
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2254

[C - 99/27537]

**3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 5. April 1995 und vom 4. Dezember 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive vom 27. Januar 1982, vom 6. Februar 1986, vom 11. Mai 1988 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 1. April 1993, vom 10. März 1994, vom 6. April 1995, vom 27. Juni 1996, vom 27. Februar 1997 und vom 26. Juni 1997, vom 27. November 1997 und vom 21. Januar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Mai über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der föderalen ministeriellen Kabinette und über das Personal der Ministerien, das in das Kabinett eines Mitglieds einer Regierung oder eines Kollegiums einer Gemeinschaft oder einer Region berufen wird, insbesondere des Artikels 18;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, dass die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses vor dem 1. Juni 1999 in Kraft treten müssen;

In der Erwägung, dass eine Gleichbehandlung zwischen den Bediensteten der föderalen, regionalen und gemeinschaftlichen ministeriellen Kabinette unter anderem erfordert, dass die pauschale Abgangszuwendung auf die gleiche Weise behandelt wird, insbesondere was die Auswirkungen dieser Zuwendung im sozialen Bereich betrifft;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden und des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive vom 27. Januar 1982, vom 6. Februar 1986, vom 11. Mai 1988 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 1. April 1993, vom 10. März 1994, vom 6. April 1995, vom 27. Juni 1996, vom 27. Februar 1997 und vom 26. Juni 1997, vom 27. November 1997 und vom 21. Januar 1999, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 19 - § 1. Am Ende einer Legislaturperiode oder im Falle des Rücktritts eines Mitglieds der Regierung ist die Regierung oder der betroffene Minister berechtigt, unter den nachstehenden Bedingungen den Personen, die ein Amt in einem Kabinett bekleidet haben und die kein berufliches oder Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension erhalten, eine pauschale Abgangszuwendung zu gewähren. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte Existenzminimum wird nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2.1. Diese pauschale Zuwendung umfasst:

- einen Monat Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monate;
- zwei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von sechs Monaten bis ein Jahr;
- drei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von einem Jahr bis achtzehn Monate;
- vier Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von achtzehn Monaten bis zwei Jahre;
- höchstens fünf Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von zwei Jahren und mehr.

§ 2.2. Für die Festlegung der in § 2.1. erwähnten ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Zeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinett, als demjenigen, dem das Personalmitglied unterliegt, verbracht worden ist, insofern es keine Unterbrechung der Tätigkeiten zwischen dem Ende und dem Anfang des Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts gab.

§ 2.3. Der erste Anweisungsbefugte oder dessen Beauftragter ist verpflichtet, der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten unverzüglich die gesamten notwendigen Elemente betreffend die Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung für jeden Begünstigten zu erteilen.

§ 3. Die Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Die Bedingung für deren Gewährung ist die Einreichung jeden Monat durch den Betroffenen einer Erklärung auf Ehrenwort, in der angegeben wird, dass er keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder dass er sich in einer der in § 4 vorgesehenen Bedingungen befindet.

§ 4. In Abweichung von § 1 ist die Regierung oder der Minister berechtigt, den Personen, die ein Amt in einem Kabinett bekleidet haben und die entweder ausschließlich Inhaber eines bzw. mehrerer Teilämter in einer öffentlichen Dienststelle oder in einer subventionierten Unterrichtseinrichtung oder Bezugsberechtigter einer bzw. mehrerer Pensionen zu Lasten des Schatzamtes sind, die sich auf eine bzw. mehrere unvollständige Laufbahnen beziehen, oder

Arbeitslosengeld erhalten, eine Abgangszuwendung zu gewähren. In diesen Fällen wird die Abgangszuwendung gemäß § 2.1. festgelegt und je nach Fall um die gesamte Summe, die dem Betroffenen für die entsprechende Periode entweder als Entlohnung für unvollständige Leistungen oder als Pension oder Arbeitslosengeld zu zahlen ist, verringert.

§ 5. Die im zweiten Absatz von Artikel 9 des vorliegenden Erlasses erwähnte zusätzliche Zuwendung und die in Artikeln 10, 12, 13 und 16 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuwendungen und Vergütungen sowie die Einkünfte, die nach den Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches 1992 bei der Festlegung der Anzahl der Personen, die zu Lasten sind, nicht verwendet werden, werden für die Festlegung der pauschalen Abgangszuwendung nicht berücksichtigt. Keine Abgangszuwendung ist den Personen, die ihr Amt freiwillig beenden, zu zahlen.».

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juni 1999 wirksam.

**Art. 3** - Jeder Minister wird in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

—  
VERTALING

N. 99 — 2254

[C - 99/27537]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981  
betreffende de Kabinetten van de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 5 april 1995 en 4 december 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de Kabinetten van de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 27 januari 1982, 6 februari 1986, 11 mei 1988 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 1 april 1993, 10 maart 1994, 6 april 1995, 27 juni 1996, 27 februari 1997, 26 juni 1997, 27 november 1997 en van 21 januari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 1999 betreffende de samenstelling en de werking van de federale ministeriële kabinetten en betreffende het personeel van de ministeries aangewezen om van het kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest deel uit te maken, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de bepalingen van onderhavig artikel in kracht moeten treden op 1 juni 1999;

Overwegende dat de gelijke behandeling van de leden van de federale, gewestelijke en gemeenschappelijke ministeriële kabinetten van de stelling uit gaat dat, onder meer, de aangelegenheid van de forfaitaire toelage wegens ontslag op dezelfde manier behandeld wordt in het bijzonder met betrekking tot de gevolgen van deze toelage op sociaal vlak;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 19 het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de Kabinetten van de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 27 januari 1982, 6 februari 1986, 11 mei 1988 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 1 april 1993, 10 maart 1994, 6 april 1995, 27 juni 1996, 27 februari 1997, 26 juni 1997, 27 november 1997 en van 21 januari 1999 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 19. § 1. Aan het einde van een legislatuur of in geval van ontslag van een Regeringslid kan de Regering of de betrokken Minister volgens de hierna vermelde voorwaarden een forfaitaire toelage wegens ontslag toekennen aan de personen die een functie in een kabinet hebben waargenomen en generlei beroepsinkomen of vervangingsinkomen of rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het gewaarborgd bestaansminimum toegekend door een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn worden niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2.1. Deze forfaitaire toelage belooft :

- één maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- maximaal vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 2.2. Voor de berekening van de in § 2.1. van dit besluit bedoelde ononderbroken activiteitsperiode wordt rekening gehouden met de tijd doorgebracht in een ander ministerieel kabinet dan dat waartoe het personeelslid behoort voor zover er geen activiteitsonderbreking geweest is tussen het einde en het begin van de functies binnen een ministerieel kabinet.

§ 2.3. De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde is ertoe gehouden alle gegevens die nodig zijn voor de berekening van de forfaitaire toelage wegens ontslag voor iedere rechthebbende onverwijld aan de vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten te bezorgen.

§ 3. De ontslagtoelage wordt in maandelijke schijven toegekend, mits maandelijke voorlegging door belanghebbende van een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij gedurende de betrokken periode geen beroepsactiviteit uitoefende, of dat hij zich bevindt in één van de voorwaarden voorzien in § 4.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Regering of de Minister een forfaitaire toelage wegens ontslag toekennen aan de personen die functies in een kabinet hebben waargenomen en uitsluitend titularis zijn ofwel van één of meer onvolledige functies in een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling ofwel van één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkering genieten. In deze gevallen wordt de toelage wegens ontslag vastgesteld overeenkomstig § 2.1., verminderd naargelang het geval met de totale som die aan de betrokkene voor de overeenstemmende periode hetzelfde als bezoldiging van de onvolledige functies hetzelfde als pensioen of werkloosheidsuitkering is verschuldigd.

§ 5. De in het tweede lid van artikel 9 van dit besluit bedoelde aanvullende toelage alsook de in artikelen 10, 12, 13 en 16 van dit besluit bedoelde toelagen en vergoedingen en de ontvangsten waarmee, volgens de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992, geen rekening wordt gehouden voor de bepaling van het aantal personen ten laste, komen niet in aanmerking voor de berekening van de forfaitaire toelage wegens ontslag. Geen toelage wegens ontslag is verschuldigd aan hen die uit eigen beweging hun ambt neerleggen. ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999.

**Art. 3.** Iedere Minister is, voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME



F. 99 — 2255

[C — 99/27538]

**3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant création de la réserve naturelle domaniale de la Virée de Grosse**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 6, 9, 11, 33 et 52;

Vu la loi sur la chasse du 28 février 1882, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment l'article 5bis et 9bis;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance et à la circulation dans les réserves naturelles domaniales en dehors des chemins ouverts à la circulation publique;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 19 janvier 1999;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg, donné le 22 avril 1999;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont constitués en réserve naturelle domaniale de la Virée de Grosse les 12 ha 31a 80 ca de terrains appartenant à la Région wallonne, figurés en grisé au plan ci-joint et cadastrés comme suit :

Province	Commune	division	section	lieu-dit	parcelle	surface
Luxembourg	Paliseul	6	A	Virée de Grosse	625/02k	4,7620
Luxembourg	Paliseul	6	A	Virée de Grosse	625h	7,3450
Luxembourg	Paliseul	6	A	Virée de Grosse	625s	0,0930
Luxembourg	Paliseul	6	A	Virée de Grosse	625w	0,1180
total ha						12,3180

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15, 5100 Namur.

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'exercice de la chasse est autorisé sur les parcelles reprises au présent arrêté.

Cet exercice est toutefois limité à la seule action consistant à rechercher et poursuivre le gibier en vue de le rabattre en dehors des parcelles précitées et permettre son tir en dehors de la réserve. A l'exception de la recherche de gibier blessé, la circulation des chasseurs porteurs de leur arme est interdite à l'intérieur de la réserve naturelle domaniale.

Le nombre de battues sera au maximum de trois par an et elles devront se dérouler entre le 31 octobre et le 3 janvier.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture  
G. LUTGEN